



**ARRÊTÉ**  
**portant SUSPENSION D'ACTIVITE d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

**SARL LAURENT à SAINT THELO**

Le préfet des Côtes-d'Armor

**Vu** la directive européenne 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

**Vu** la décision d'exécution 2017/302 de la commission européenne du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

**Vu** l'article L. 511-1 du code de l'environnement : « Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. »

**Vu** l'article L. 512-15 du code de l'environnement qui prévoit que l'exploitant doit renouveler sa déclaration soit en cas de transfert, soit en cas d'extension ou de transformation de ses installations, ou de changement dans ses procédés de fabrication, entraînant des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1.

**Vu** l'article L. 171-8 du code de l'environnement qui prévoit qu'en cas de non respect d'une mise en demeure, l'autorité administrative compétente peut suspendre le fonctionnement des installations ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024 établissant le septième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2000 au nom de l'EARL DE LA GRANDE RUE, modifié le 07 avril 2021, autorisant la SARL LAURENT à exploiter lieu-dit « La Grand' Rue » à Saint Thélo, un élevage avicole de 85900 emplacements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral portant mesures d'urgence du 22 janvier 2026 remis en mains propres par la gendarmerie à la SARL LAURENT le 23 janvier 2026 ;

**Vu** l'inspection réalisée le 19 janvier 2026 suite à un signalement pour pollution ;

**Vu** le rapport d'inspection et le projet d'arrêté préfectoral de suspension d'activité du 27 janvier 2026 remis en mains propres par la gendarmerie à la SARL LAURENT le 28 janvier 2026 avec sa convocation au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques du 5 février 2026 ;

**Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 5 février 2026 ;

**Considérant** les constats récurrents de pollutions chroniques et accidentelles ;

**Considérant** le non-respect des prescriptions générales malgré une mise en demeure ;

**Considérant** le non-retour à la conformité ;

**Considérant** le fait que certains travaux (ceux relatifs au dispositif de séchage des fientes qui concernent uniquement le poulailler P1) ne peuvent avoir lieu qu'en l'absence des animaux ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Objet**

L'activité du poulailler P1, d'une capacité de 51600 poules pondeuses en cage, exploité par la SARL LAURENT, au lieu-dit « La Grand' Rue » sur la commune de Saint-Thélo, est suspendue au plus tard à compter de la sortie du lot mis en place en octobre 2024 et dans tous les cas avant le 10 mars 2026.

### **Article 2 : Prescriptions**

La suspension d'activité prévue à l'article 1 du présent arrêté est levée après accord de l'inspecteur de l'environnement et constat d'un retour à la conformité sur les points suivants :

- ➔ mise en place d'un séchoir ou d'un tunnel de séchage des fientes suffisamment dimensionné et fonctionnel pour le poulailler P1. Le bon dimensionnement du dispositif mis en place devra être validé par une entreprise agréée. L'attestation de bon dimensionnement devra être établie au regard de la capacité d'accueil du poulailler, soit 51 600 poules pondeuses et des flux d'air en provenance du poulailler dirigés vers le dispositif de séchage ;
- ➔ le hangar de stockage FU1 (ainsi nommé dans les plans et mémoires annexés à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07 avril 2021), destiné au stockage des fientes sèches issues du poulailler P1, doit être vidé de l'intégralité des fientes qu'il contient au préalable ;
- ➔ le hangar de stockage HSTO1 (ainsi nommé dans les plans et mémoires annexés à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07 avril 2021), destiné au stockage des fientes produites dans les poulaillers P2 et P3, doit être vidé de l'intégralité des fientes qu'il contient ;
- ➔ les fientes stockées au champ doivent être enlevées et l'emprise au sol du stockage et des écoulements, doivent être nettoyés ;

- la traçabilité des fientes, citées aux 3 alinéas précédents, doit être assurée par l'exploitant et présentée à l'inspecteur de l'environnement, en précisant :
  - la date de départ, réelle ou prévue,
  - la référence du lieu de stockage,
  - les quantités en tonnes et/ou en m<sup>3</sup> et la valeur fertilisante correspondante en azote et phosphore,
  - le nom du transporteur,
  - la destination (nom du destinataire et lieu de destination) ;
- si une des solutions retenues pour l'élimination des produits stockés consiste à l'épandage sur des terrains agricoles, l'exploitant doit en faire au préalable, la demande à l'inspecteur des installations classées, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (nom de l'exploitant, plan d'épandage des parcelles concernées et démonstration du respect du principe de l'équilibre de la fertilisation, ...);
- l'exploitant informera l'inspecteur de l'environnement à l'issue des actions entreprises, afin de procéder à une contre-visite.

### **Article 3 : Dossier**

Avant la remise en place des animaux dans le poulailler P1, un dossier de porter à connaissance doit être déposé avec à minima les éléments suivants :

- le matériel mis en place pour le séchage des fientes et les aménagements mis en œuvre et le cas échéant les évolutions au sein du bâti,
- la démonstration des capacités de stockage pour l'ensemble du site et des différentes natures de déjections à stocker.

### **Article 4 : Déclaration d'incident**

Conformément aux dispositions prévues par l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant doit procéder à une déclaration d'incident dans un délai de 15 jours à compter de la date de signature du présent arrêté.

### **Article 5 : Sanctions**

En cas d'inobservation des présentes dispositions, l'exploitant encourt les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 alinéa 2, points 1, 2, 3 et 4 du code de l'environnement (consignation, exécution d'office, paiement amende ou astreinte administrative), sans préjudice des suites pénales éventuelles.

### **Article 6 : Publication et information de l'exploitant**

Une copie de cet arrêté est notifiée à l'exploitant.

Cet arrêté est mis en ligne sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor : <https://www.cotes-darmor.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-Biodiversite-Foret-et-transition-energetique/Installations-classees-agricoles/Arretes-prefectoraux-de-mise-en-demeure-astreinte-journaliere-et-suspension-d-activite> pendant une durée minimale de deux mois.



## Article 7 : Délais et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte - 35044 Rennes cedex) par les exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : <https://www.telerecours.fr/>

Dans ce même délai de 2 mois, cette décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé au préfet des Côtes-d'Armor - Direction départementale de la protection des populations - service PRE - 9 rue du Sabot - 22440 Ploufragan
- d'un recours hiérarchique adressé à la ministre de la transition écologique - Direction générale de la prévention des risques - Grande arche de la défense paroi sud - 92055 La Défense cedex.

## Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le maire de Saint-Thélo et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le 10 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Georges SALAÜN